



Résorber la précarité du travail de nos collègues, notre priorité

Jeudi 28 avril dans l'après-midi, une délégation d'agent.e.s grévistes des sites des Archives nationales de Paris et Pierrefitte-sur-Seine a interpellé la ministre de la Culture, Madame Roselyne BACHELOT-NARQUIN, afin de lui demander d'être reçu.e.s pour lui remettre les 1 700 signatures de soutien recueillies par l'appel « Un contrat pour Maxence ».



Roselyne BACHELOT-NARQUIN connaissait cette pétition et les personnels des Archives nationales présents ont pu exposer très tranquillement leurs revendications. Elle a parfaitement compris qu'au-delà du cas particulier et urgent de Maxence, c'était la question de la précarité de l'emploi qui était posée et mise à jour.

Elle a cependant invoqué la « période de réserve » et son prochain départ, demandant ainsi au secrétaire général du ministère de la culture, d'organiser un rendez-vous de concertation. Celui-ci a donc rencontré les personnels et leurs représentants jeudi soir, à 19h00.

Fidèle à ses habitudes et à ses méthodes, le secrétaire général a clos très rapidement la discussion au bénéfice d'une de ces belles provocations dont il a le secret : « SI LA MINISTRE AVAIT VOULU VOUS RECEVOIR, ELLE VOUS AURAIT REÇUS ».

Dans la période politique et sociale que nous connaissons et alors que le président de la République réélu le 24 avril dernier et ses porte-paroles tentent d'esquisser un quinquennat collectif et plus ouvert, l'attitude du secrétaire général du ministère de la culture laisse songeur.

Le secrétaire général, incapable de changer de registre et s'enfermant une fois de plus dans cette espèce de cynisme et de mépris qui caractérise son action, prépare bien mal l'arrivée d'une nouvelle ou d'un nouveau ministre rue de Valois. Si seulement l'état profond pouvait en rabattre un peu, le climat social et les conditions de travail extrêmement dégradés par ces excès de pouvoir y gagneraient certainement beaucoup.

Monsieur le secrétaire général se contrefiche visiblement de la « fatigue démocratique » dont témoignent pourtant, dans des proportions inédites, les résultats de l'élection présidentielle. Il persiste et signe. Ce faisant, il savonne déjà, par anticipation, la planche sociale de la future ou du futur ministre. Car quel que soit l'heureux élu, elle ou il trouvera à son arrivée un ministère bien abîmé, miné de l'intérieur par la précarité et la détérioration préoccupante des relations sociales.

Dans cette période charnière mais où se joue déjà et une fois de plus l'avenir d'un ministère de la culture dans notre pays, le secrétaire général en poste ni aucun autre technocrate n'est autorisé à agir de la sorte.

Les discussions pour résorber la précarité du travail et des contrats de nos collègues doivent reprendre sans délai, avec ou sans le secrétaire général. Mais elles doivent reprendre.